

# L'ordonnance sur l'intérêt aux fruits de l'expansion va faire l'objet de prochains entretiens entre MM. Pompidou et Debré

## Un avant-projet détaillé a été soumis au gouvernement

MM. Pompidou et Debré vont s'entretenir dans les prochains jours de l'ordonnance destinée à assurer un meilleur intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion. Le rapport préparatoire à ces entretiens vient en effet de leur être transmis par M. Racine, conseiller d'Etat et ancien directeur de cabinet de M. Debré, qui était chargé de coordonner les études en ce domaine, et avait

Le texte est relativement court, vu la complexité du sujet traité. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit seulement d'un projet-cadre, dont de nombreuses dispositions seraient à préciser ultérieurement. Cela tient aussi au fait qu'il renvoie la définition des clauses minimales d'intéressement qui caractériseraient le régime obligatoire, à une ultérieure loi de finances, dans deux ou trois ans seulement. Pour l'instant, seul serait précisé, si le gouvernement suit les conseils de M. Racine, le régime facultatif, dont la caractéristique sera d'ailleurs de n'exclure a priori aucune formule.

### Le régime facultatif

Le texte-cadre transmis à MM. Pompidou et Debré laisse aux intéressés — patronat et syndicats des entreprises — le soin de définir les modalités d'intéressement qui auront leur préférence. A priori aucune formule ne sera exclue. L'intéressement pouvant être calculé aussi bien sur le bénéfice (avant ou après provisions) que sur le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée ou les profits réinvestis de la firme.

Il sera donc loisible à M. Loichot et à quelques chefs d'entreprise partisans d'une distribution partielle aux salariés de l'autofinancement net des entreprises de proposer cette formule à leurs syndicats. On attend cependant dant qu'elle demeure exceptionnelle, vu l'hostilité quasi générale du patronat — et d'une majorité de syndicalistes — à cette technique. Les formules d'intéressement les plus courantes feront probablement référence, si la liberté de choix est ainsi accordée, aux bénéfices ou au chiffre d'affaires. C'est en tout cas à une grande variété de formules — négociées entreprise par entreprise ou branche par branche — que cette liberté de choix donnerait naissance.

Comment seraient gérés les fonds ainsi distribués et quel rôle jouerait l'Etat en ce domaine ? La aussi le texte proposé par M. Racine laisse ouvertes toutes les portes. Les conventions collectives, par lesquelles patronat et syndicats définiraient l'assiette et le taux de l'intéressement pourraient préciser également l'emploi et le mode de gestion de ces versements :

● **L'EMPLOI** : versement de pécules ou de retraites complémentaires aux salariés en fin de carrière, versement de compléments de salaires différés, utilisation de ces fonds pour lutter contre le sous-emploi (allocations complémentaires de chômage, aide à la formation professionnelle, soutien à la création d'activités dans les zones de sous-emploi...), achats de titres boursiers... Une seule condition serait posée : que les fonds versés au titre de l'intéressement ne soient pas distribués aux salariés avant une période de cinq ans, ce délai permettant de transformer en une sorte d'épargne forcée ce qui aurait pu être simplement un sursalaire.

● **LA GESTION** : celle-ci dépendra de l'emploi qui aura été choisi. Elle serait, elle aussi,

Le numéro du « Monde » daté 14 juin a été tiré à 439 434 exemplaires.

à ce titre participé en tant qu'observateur aux travaux de la commission Mathey sur l'amendement Vallon. M. Racine a même rédigé un projet d'ordonnance en dix-huit articles, qui distingue, comme l'avait décidé le gouvernement, deux régimes successifs : une période où l'intéressement est facultatif et, au bout de quatre ans, une période où il devient obligatoire.

laissée à la liberté des contractants, soit gestion des fonds d'intéressement par un organisme approprié proche de l'entreprise ou de la branche (avec participation du patronat et des syndicats concernés) ; soit gestion par un organisme national, qui émettrait en contrepartie des sommes reçues des certificats négociables et qui utiliserait les fonds dont il dispose pour financer des investissements d'intérêt prioritaire.

● **L'ETAT** n'interviendrait, lui, qu'en second dans ces questions. Comme il ne saurait être indifférent à l'extension — qu'il souhaite — des formules d'intéressement, non plus qu'à l'emploi — sur lequel il a des préférences — des fonds d'intéressement, il favoriserait, par l'octroi d'avantages particuliers (priorité dans le crédit, allègements fiscaux au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) les formules qui lui paraîtraient correspondre le mieux à ses priorités économiques et sociales. Cela pourrait faire d'ailleurs l'objet d'adaptations successives.

### Le régime obligatoire

Une certaine conciliation a été recherchée ici entre le caractère coercitif de l'obligation et la liberté de choix qui caractérisera la période facultative de quatre ans. La technique recommandée par M. Racine consisterait à laisser aux négociations collectives le soin de déterminer les modalités de l'intéressement et le mode de gestion des fonds ainsi versés, à condition qu'un versement minimum soit assuré.

Comment définir ce minimum ? Le projet actuel ne le dit pas de façon précise, laissant à une loi de finances ultérieure le soin de cerner le sujet. Ce report de la définition permettra de mener à bien les études que devraient être faites — comme l'avait recommandé la commission Mathey — sur les incidences sociales et économiques de chaque variante.

Mais il semble qu'on s'orienterait vers un schéma voisin du système suivant :

● L'assiette choisie pour calculer l'intéressement serait le bénéfice fiscal plus ou moins impôt, pour tenir compte des diverses remarques qui ont été faites à ce propos par les personnalités entendues par la commission Mathey (caractère souvent irréal de ce bénéfice; difficultés de calcul de l'amortissement et des provisions...).

● Une fois assurée une rémunération minimale du capital propre (capital et réserves) de l'entreprise (de l'ordre de 3 % ?), une partie du solde pourrait être distribuée à titre d'intéressement, cette partie étant calculée selon la « clé » de partage que la commission Mathey avait jugée la moins mauvaise : proportion des charges salariales par rapport à la valeur ajoutée par la firme.

Les entreprises resteraient évidemment libres de distribuer au titre de l'intéressement plus que ce minimum, et l'Etat pourrait les y encourager ; mais aucune ne serait tenue de faire plus.

● Le mode de gestion resterait libre : fonds confiés à une S.I. C.A.V. (Société d'investissement à capital variable) ou à un fonds

commun de placement, si patrons et salariés le décidaient; fonds versés à la Caisse nationale de l'intéressement, dans les autres cas. L'emploi des fonds serait, là aussi, libre, l'Etat imposant simplement un délai de non-distribution de cinq ans, et encourageant certaines affectations.

La mise en place de cette réforme — si elle est retenue par le gouvernement et promulguée par ordonnance pendant l'été — demandera évidemment du temps et de l'imagination. C'est pourquoi le projet de M. Racine prévoit la création d'un Conseil national chargé de renseigner et d'aider les patrons et les syndicalistes dans la recherche de la formule de leur choix.

Il reste maintenant à connaître les réactions de MM. Pompidou et Debré à ces propositions de leurs experts. On sera probablement fixé assez vite.

GILBERT MATHIEU.



# ESCUELA PROFESIONAL POLITÉCNICA

Teléfonos: { Escuela: 791397  
                  { Residencia: 791445  
Apartado de Correos: 23

## MONDRAGON (Guipúzcoa)

### EL ORDENAM ENTO SOBRE LA PARTICIPACION DE LOS TRABAJADORES EN LOS FRUTOS DE LA EXPANSION VA A SER OBJETO DE PROXIMAS CONVER- SACIONES ENTRE M.POMPIDON Y DEBRÉ.

Un Anteproyecto detallado ha sido sometido al gobierno.

Los Srs. Pompidon y Debré van a conversaren los proximos días sobre el mandato destinado a asegurar un me or in eres de los tra-  
bajadores en los frutos de la expansión. El informe preparatorio de estas conversaciones viene a ser transmitido por el M.Pacine, consejero del Estado y antiguo Director del Gabinete del Sr.Debré, que esta encargado de coordinar los estudios en este campo y tenia este titulo al participar como observador en los trabajos de la comisión Mathey sobre la enmienda Vallón.El mismo M.Racine ha redactado un proyecto de orden (leg) en 18 artículos que disñingue, como lo había decretado el gobierno, dos regimenes sucesivos: un periodo donde la participación es discrecional y al cabo de 4 años, un periodo donde será obligatorio,

El texto es relativamente corto vista la complejidad del asunto tratado.Esto se explica por el hecho de que se trata solamente de un plan de proyecto,cuyas numerosas disposiciones seran precisadas ulteriormente.Esto tiene tambien el hecho que reenvia(reververa) la definición de clausulas minimoles de participación que caracterizaran el regimen obligatorio a una ulterior ley de finanzas, en dos o tres años solamente.Por elmomento solo será precisado,si el Gobierno sigue los consejos de M.Pacine el regimen facultativo, cuya caracteristica será por otra parte de no excluir a priori ninguna formula.

#### EL REGIMEN FACULTATIVO

El texto del plan transmitido a M.Pompidon y Debré deja a los intereses de patronos,sindicatos y empresas;el cuidado de defginir las modalidades de intereses (d'interressement) que tendra su preferencia a priori,ninguna formula será excluida sobre la participación pudiendo ser calculado o bien sobre los beneficios (antes o después de las previsiones) que sobre el volumen de negocios,el valor añadido o los beneficios reinvertidos de la firma.

Será por consiguiente lícito a M.Loichot y a algunos jefes de empresa,partidarios de una distribución parcial,a los asalariados de la autofinanciación meta de las em resas de proponer esta formula a sus sindicatos.Se aguardará no obstante en cuál reside la excepción vista la hostilidad casi general del patrono y de una mayoría de sindicalistas a esta tecnica=las formulas de participación más corrientes haran probablemente si la libertad de elección es acordada así,a los beneficios o al volumen de negocios.Esto en todo caso tiene una gran variedad de formulas negociadas empresa

Director  
D. Javier Retegui

Subdirector-Consillario  
D. José M.º Arizmendi

Director Administrativo  
D. Francisco Beitia

Director de la residencia  
D. Esteban Illarramendi

Secretario  
D. Juan Leibar



# ESCUELA PROFESIONAL POLITÉCNICA

Teléfonos: { Escuela: 791397  
                  { Residencia: 791445  
Apartado de Correos: 23

Director

D. Javier Retegui

Subdirector-Consillario

D. José M.º Arizmendi

Director Administrativo

D. Francisco Beitia

Director de la residencia

D. Esteban Illarramendi

Secretario

D. Juan Leibar

## MONDRAGON (Guipúzcoa)

por empresa o rama por rama a las que dé origen esta libertad de elección.

¿Como seran administradas y que papel figurará el Estado en este dominio?. El text o tambien propuesto por M. Racine deja abiertas todas las puertas; Los convenios colectivos por los que patronos y sindicatos definirian el asentamiento y la tasa de participación podrian precisar igualmente el empleo y el modo de gestión de estos fondos:

El empleo: la entrega de fondos de ahorros o de pensiones complementarios a los asalariados de fin de la profesion la entrega de fondos diferidos, la utilización de estos fondos para luchar contra el subempleo (aseguraciones complementarias de descanso, ayuda a la formación profesional, sosten a la creación de actividades en las zonas de bajo-empleo .... ..), concesión de becas.....

Una sola condición será puesta: que los fondos destinados a titulo de participación no sean distribuidos antes de un periodo de 5 años, permitiendo este plazo transformar en una especie de ahorro forzado lo que podria haber sido simplemente un sobresueldo.

### LA GESTION

Esta dependerá del empleo que haya sido buscado. Será tambien dejada a la libertad de los contratantes; ya sea una gestión de fondos de interes por un organismo apropiado proximo a la empresa o de alguna rama (con la participación del patronato y de los sindicatos comerciantes); ya sea una gestión por un organismo nacional, que arrojaría en contrapartida unas ramas recibidas de certificados imposibles y que utilizaria los fondos de que dispone para financiar bloqueos de interes prioritario.

### EL ESTADO

No intervendria mas que secundariamente en estas cuestiones. Como no podria (no sabria) ser indiferente a la extensión que tambien él desea de las formulas de interes (d'interressement) no tanto en cuanto al uso sobre el cual tiene preferencias de fondos de interés, favoreceria por la concesión de ventajas particulares (prioridad en el crédito, desfravaciones fiscales a titulo de impuesto sobre las sociedades o del impuesto sobre la renta) las formulas que mejorle parecerian corresponder a sus prioridades economicas y sociales. Esto podria ser objeto, por otra parte, de adaptaciones sucesivas.

### EL REGIMEN OBLIGATORIO

Ha sido encontrada una cierta conciliación entre el caracter coercitivo de la obligacion y la libertad de elección que caracterizará el periodo facultativo de 4 años. La tecnica recomendada por M. Racine consistiria en dejar a las negociaciones colectivas el cuidado de determinar las modalidades del interes (d'interressement



# ESCUELA PROFESIONAL POLITÉCNICA

Teléfonos: { Escuela: 791397  
                  { Residencia: 791445  
Apartado de Correos: 23

Director

D. Javier Retegui

Subdirector-Consiliario

D. José M.º Arizmendi

Director Administrativo

D. Francisco Beitia

Director de la residencia

D. Esteban Illarramendi

Secretario

D. Juan Leibar

## MONDRAGON (Guipúzcoa)

y el modo de gestión de los fondos así invertidos, a la condición de que esté asegurada una inversión mínima.

¿Como definir este mínimo?

El proyecto actual no lo dice de manera precisa, dejando a una ley de finanzas ulterior el cuidado de cercar. asunto. Este asunto de la definición permitirá llevar a cabo estudios que deberían ser hechos como lo habría recomendado la Comisión Mathey sobre las incidencias sociales y económicas de cada variante.

Pero parece que se orientaría hacia un esquema vecino del sistema siguiente:

El asiento escogido para calcular el interes (interessement) sería el beneficio fiscal más o menos modificado para tener en cuenta las diversas enmiendas que han sido hechas a éste propósito por las personalidades escuchadas por la comisión Mathey caracter a menudo irreal de éste beneficio; dificultades del cálculo y de las provisiones...)

Una vez asegurada una remuneración del capital propio (capital y reservas) de la empresa (del orden del 3%), una parte del saldo podía ser distribuido a título de interes siendo calculada esta parte según la parte de partición que la comisión Mathey había juzgado menos mala: proporción de las cargas salariales por rendimiento al valor añadido a la firma.

Las empresas quedarían evidentemente libres de distribuir a título de interes (interessement) mas que este minimo y el Estado podría alentarles; pero a ninguna se le impedía hacer más.

El modo de gestión quedaría libre; fondos confiados a una S.I. C.A.V. (sociedad de bloqueo a capital variable) a una fondo de colocación, si patrones y asalariados lo decidiesen; fondos vertidos en la Caja Nacional del intereses (interessement) en los otros casos.

El empleo de los fondos sería allí también libre imponiendo el estado simplemente un plazo de no distribución de cinco años y alentando ciertos destinos.

La puesta en marcha de esta reforma si ella est tenida en cuenta por el gobierno y promulgada por decreto durante el verano exigirá evidentemente de tiempo y de imaginación. Es por lo que el proyecto de M. Racine prevee la creación de un consejo nacional encargado de informar y ayudar a los patronos y a los sindicalistas en la búsqueda de la formula de su elección.

Queda ahora conocer la reaccion de M. Pompidou y M. Debré a estas proporciones de sus expertos (tecnicos), probablemente será rápidamente fijada.